

Conférence de presse de Charles de Gaulle: le second veto (27 novembre 1967)

Source: Conférence de presse du général de Gaulle- Paris: Pathé Journal [Prod.], 27.11.1967. Pathé Archives, Saint-Ouen. - FILM (00:03:08, Noir et blanc, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/conference_de_presse_de_charles_de_gaulle_le_second_veto_27_novembre_1967-fr-d47637f7-b66c-44a7-8cff-2b6b45c53424.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Conférence de presse de Charles de Gaulle: le second veto (27 novembre 1967)

[Charles de Gaulle] Depuis qu'il y a des hommes et depuis qu'il y a des États, tout grand projet international est nimbé de mythes séduisants. C'est tout naturel, parce qu'à l'origine de l'action il y a toujours l'inspiration. C'est ainsi pour l'unité de l'Europe. Ah, comme il serait beau, et comme il serait bon, que celle-ci puisse devenir un ensemble fraternel et organisé où chaque peuple trouverait sa prospérité et sa sécurité ! Ainsi en est-il aussi du monde. Qu'il serait merveilleux que disparaissent toutes les différences de race, de langue, d'idéologie, de richesse, toutes les rivalités, qui divisent la terre depuis toujours ! Mais, quoi ! Si doux que soient les rêves, les réalités sont là et, suivant qu'on en tient compte ou non, la politique peut être un art assez fécond ou bien une vaine utopie.

C'est ainsi que l'idée de joindre les Îles Britanniques à la Communauté économique formée par six États continentaux soulève partout des vœux qui sont idéalement très justifiés ; mais il s'agit de savoir si et comment cela pourrait être actuellement fait sans déchirer, sans briser, ce qui existe. Or, il se trouve que la Grande-Bretagne, avec une insistance et une hâte vraiment extraordinaires, dont peut-être les derniers événements monétaires éclairent un peu certaines raisons, avait proposé l'ouverture, sans délai, d'une négociation en vue de son entrée dans le Marché commun. En même temps, elle déclarait accepter sans restrictions toutes les dispositions qui régissent la Communauté des Six, ce qui semblait un peu contradictoire avec la demande de négociation, car, pourquoi négocierait-on sur des clauses que l'on aurait d'avance et entièrement acceptées ? En fait, on assiste là au cinquième acte d'une pièce au cours de laquelle les comportements très divers de l'Angleterre à l'égard du Marché commun s'étaient succédé sans paraître se ressembler.

Car, c'est une modification, une transformation, radicales de la Grande-Bretagne qui s'imposent pour qu'elle puisse se joindre aux Continentaux. C'est évident au point de vue politique. Mais, aujourd'hui, pour ne parler que du domaine économique, le rapport, qui a été adressé le 29 septembre par la Commission de Bruxelles aux six gouvernements, démontre avec la plus grande clarté que le Marché commun est incompatible avec l'économie, telle qu'elle est, de l'Angleterre, dont le déficit chronique de sa balance des paiements prouve le déséquilibre permanent, et qui comporte, quant à la production, aux sources d'approvisionnement, à la pratique du crédit, aux conditions du travail, des données que ce pays ne pourrait changer sans modifier sa propre nature. Marché commun incompatible aussi avec la façon dont s'alimentent les Anglais, tant par les produits de leur agriculture subventionnée au plus haut, que par les vivres achetés à bon compte partout dans le monde, et notamment dans le Commonwealth, ce qui exclut que Londres puisse réellement accepter jamais les prélèvements prévus par le règlement financier et qui lui seraient écrasants. Marché commun incompatible encore avec les restrictions apportées par l'Angleterre à la sortie de chez elle des capitaux, lesquels, au contraire, circulent librement chez les Six. Marché commun incompatible, enfin, avec l'état du sterling tel que l'ont mis en lumière, de nouveau, la dévaluation ainsi que les emprunts qui l'ont précédée et qui l'accompagnent ; état du sterling aussi qui, se conjuguant avec le caractère de monnaie internationale qui est celui de la livre, et les énormes créances extérieures qui pèsent sur elle, ne permettrait pas qu'elle fasse partie actuellement de la société solide, solidaire et assurée où sont réunis le franc, le mark, la lire, le franc belge et le florin.

Il est vrai que, tout en reconnaissant l'impossibilité de faire entrer l'Angleterre d'aujourd'hui dans le Marché commun tel qu'il existe, on peut vouloir tout de même sacrifier celui-ci à un accord avec celle-là. Théoriquement, en effet, le système économique qui est actuellement pratiqué par les Six, n'est pas nécessairement le seul que pourrait pratiquer l'Europe. On peut imaginer, par exemple, une zone de libre-échange s'étendant à tout l'Occident de notre continent ; on peut imaginer aussi une espèce de traité multilatéral du genre de celui qui sortira du Kennedy Round et réglant entre dix, douze, quinze, États européens, leurs contingents, leurs tarifs réciproques et leurs contingents respectifs. Mais, dans un cas comme dans l'autre, il faudrait d'abord abolir la Communauté et disperser ses institutions ; et je dis que cela, la France ne le demande certainement pas. Pourtant, si tel ou tel de ses partenaires, comme après tout c'est leur droit, en faisait la proposition, elle l'examinerait avec les autres signataires du Traité de Rome. Mais, ce qu'elle ne peut faire, c'est entrer actuellement avec les Britanniques et leurs associés dans une négociation qui conduirait à détruire la construction européenne dont elle fait partie.

Et puis, ce ne serait pas là du tout le chemin qui pourrait conduire à ce que l'Europe se construise par elle-même et pour elle-même, de manière à n'être pas sous la dépendance d'un système économique, monétaire, politique, qui lui soit étranger. Pour que l'Europe puisse faire équilibre à l'immense puissance des États-Unis, il lui faut non pas du tout affaiblir, mais au contraire resserrer, les liens et les règles de la Communauté.